L'ABEILLE.

Propriété Spéciale de l'Etat et de la Première Municipalité.

PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 27 DECEMBRE 1838.

Le Conseil de la 1ère municipalité a, dans sa dernière séance, ordonné la vente de plusieurs propriétés, qu'on peut évaluer au minimum à la somme de $400,000; le produit de cette vente est destiné à retirer les bons municipaux, dont l'émission actuelle est de $118,000.

D'après les informations que nous avons obtenues hier, nous croyons pouvoir assurer que les banques avanceront à la 1re. et à la 2me. municipalité, les fonds nécessaires pour retirer immédiatement leur émission de bons.

☞ Le Signor Blitz doit donner aujourd'hui, pour la dernière fois, ses tours de physique expérimentale et amusante, au Muséum de Plough, rue St. Charles. Il a eu la générosité d'offrir le produit de la recette à l'Asyle des Orphelins du Bayou. Nul doute que le public s'empressera d'aller à cette représentation.

☞ Les côtes des Etats-Unis Wounsuit, est à la Passe Sud-Ouest, attendant des dépêches pour les porter au Mexique.

Le Journal de Louisville, du 21 de ce mois, dit qu'il fesait un froid excessif et que la rivière de l'Ohio se gelait. Il n'y avait que très peu d'eau dans le chenal, à peine suffisant pour le passage des petits bateaux. On pensait que si le froid continuait encore quelques jours, la rivière se trouverait totalement gelée.

NAUFRAGE DE LA FREGATE FRANCAISE L'HERMINIE.

C'est avec regret que nous nous voyons dans la triste nécessité d'annoncer le naufrage et la perte de cette belle frégate, commandée et montée par le contre-amiral Baudin, qui, avant l'arrivée de l'amiral Baudin, commandait l'escadre française, qui a commencé le blocus des ports du Mexique.

Le *Bermudian*, du 8 de ce mois, annonce que l'Hermine partie de la Havane et se dirigeant sur Brest, s'est brisée sur les rochers, à la pointe occidentale des îles Bermudes, dans la soirée du lundi, 3 du courant, et en fort peu de temps coula à fond. Les officiers et l'équipage, au nombre de 550 hommes, ont gagné le port même En's Harbor et ont été depuis reçus à bord du Royal Pay, on est parvenu à sauver une partie des agrès et quelques provisions et munitions.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

LETTRE IXe.

Washington, 17 décembre 1838.

La Chambre des Représentans a présenté aujourd'hui une scène assez vive et une discussion assez animée, au sujet d'une résolution présentée par Mr. Par de la Pennsylvanie, à l'effet de s'enquérir, s'il on a envoyé à Harrisburg des munitions de guerre, &c. &c. Cette résolution a fini par être adoptée.

Un membre du Massachusetts a présenté une pétition demandant que des négociations soient ouvertes avec Hayti. Mr. Wise s'est opposé à la réception de cette pétition, qui a été soutenue par Mr. Adams et de cette manière la journée s'est passée sans que l'on en vint aux voix sur aucune question. J'entrerai demain dans de plus grands détails sur cette affaire. Permettez-moi, à propos de vous renvoyer à une lettre de Mr. Wise, publiée dans l'Intelligencer du Vendredi dernier et dans laquelle il expose ses vues sur la résolution de Mr. Atherton.

Dans le Sénat, Mr. Benton a fait aujourd'hui un rapport remarquable sur la réduction du prix des terres publiques. Cet homme est vraiment d'une valeur inestimable pour la nation. Il est si plein de recherches, il est si riche en expérience, et a des vues si saines! Il est dit dans ce rapport qu'une réduction dans le prix des terres publiques, fournira les moyens de les vendre et de soulager ainsi grandement le revenu, qui, par l'acte de compromis de 1840, sera réduit à son *minimum*, et un grand soulagement des nouveaux états qui ces terres sont situées. Ce rapport présente un vaste fonds de renseignemens statistiques, relativement au domaine public. Vous trouverez ce document remarquable dans le Globe, et je vous engage à ne pas négliger de le lire.

Le bill pour renvoyer à une époque plus reculée le paiement du 4e. terme des dépôts des états, a été grossoyé tel qu'il a été adopté dans le principe.

L'amendement de Mr. Clay ayant été rejeté, et n'ayant eu que 17 voix en sa faveur et 26 contre; Mr. Preston, dans le cours de la discussion sur ce bill, lança quelques accusations assez fortes contre l'extravagance de l'administration. Mr. Brown, dans un discours plein d'allusions satiriques a éloquemment combattu ces assertions et y a répondu avec succès.

Le Sénat a pris en considération un grand nombre de bills d'une nature privée. Les uns ont été grossoyés les autres adoptés.

Le Sénat a fait à Pentre spécial du jour pour mercredi prochain, le bill qui porte une allocation pour continuer le chemin de Cumberland dans les états d'Indiana et d'Illinois.

Mr. Young a présenté une résolution pour s'enquérir de l'utilité qu'il y aurait à faire une allocation spécifique pour l'amélioration de *Rock River* et de *Des Moines Rapider* du Mississipi.

Mr. Benton, dont l'esprit est toujours sur le qui-vive, pour tout ce qui peut tourner à l'avantage de son pays, sont sous le point de vue commercial, ou sous le point de vue de l'agriculture, a présenté une résolution par laquelle, le Président sera invité à donner communication de la correspondance du Commodore Porter, notre chargé d'affaires à Constantinople et dans les autres parties de l'Est, en tant que cette correspondance a rapport au commerce, avec les possessions anglaises et le pachalic d'Egypte, et le Secrétaire d'Etat est également invité à faire un rapport sur la nature et l'étendue des privilèges et des restrictions auxquelles le commerce du pays est sujet chez les nations étrangères, de manière à montrer jusqu'à quel point le commerce et la navigation de ce pays sont favorisés ou restreints dans les différens pays.

L'homme d'état et le négociant ne pourront manquer de trouver dans ces papiers une masse des renseignemens aussi importans qu'intéressans. R.

LETTRE Xe.

Washington, 18 décembre 1838.

Le monstre de l'abolition, il n'est que trop vrai, est une hydre à cent têtes, car à peine en a-t-on écrasé une, qu'il en naît une autre pour la remplacer. Tout le monde pensait que les résolutions patriotiques de Mr. Atherton avaient donné le coup de grâce à cette question, mais le fanatisme extérieur, joint à l'astuce congressionnelle, s'imagine un nouveau moyen de remettre cette question sur le tapis. Ce moyen, n'est autre chose qu'une pétition demandant au Congrès, d'ouvrir des relations internationales et des communications commerciales avec Haïti.

Le but de ces incendiaires est de donner à nos esclaves du Sud, l'exemple d'une révolte couronnée du succès, tandis que dans tous les ports du Sud, un consul nègre réclamera le droit de résidence et deviendra un agent employé à disséminer les principes inflammatoires de l'abolition.

Il est facile de prévoir les conséquences d'une telle mesure. Toutes ces pétitions sont accompagnées de la demande de l'abolition de l'esclavage dans le District de Colombie, du commerce d'esclaves entre les Etats et de la non-admission future dans le corps de l'Union de tout nouvel état à esclaves. Ainsi, il n'est guères possible de se tromper sur le but de ces pétitions. Hier, l'une de ces pétitions a été présentée et Mr. Wise s'est opposé à ce qu'elle fût reçue. Ce point fut discuté jusqu'à l'heure ordinaire de l'ajournement et a été repris ce matin dans un bavardage aussi long qu'insipide de Mr. Grennell du Massachusetts. Mr. Wise fit alors la motion de déposer le tout sur le bureau. Si cette motion l'avait emporté, elle aurait équivalu au rejet ou au refus de recevoir la pétition, mais elle a été rejetée par 121 voix contre 65. La Chambre rota alors sur la motion directe de recevoir la pétition, et elle fut adoptée par 157 voix contre 32. Puis, vint une autre motion pour le dépôt de la pétition sur le bureau, cette motion fut rejetée par 105 voix contre 84, et elle fut renvoyée au comité des affaires étrangères. Mr. Wise dit alors que, comme il se trouvait dans une imigre minorité de 32, il mettait les armes. Mais Mr. Legare, de la Caroline du Sud, rénouvela le combat et se livra à de fort beaux raisonnemens pour prouver que des pétitions de cette nature devraient être rejetées. Il yavait, dit-il, une distinction à faire entre les pétitions *de bonne foi*, qui sollicitent l'établissement de relations commerciales et celles qui travaillent sous-main au grand œuvre de l'abolition, ce qui était le but évident de ces pièces. Il fut combattu par Mr. Saltonstall, qui exprima l'espoir, que l'époque n'était pas éloignée, où la question de l'abolition deviendrait un sujet légitime de discussion et de législation de la part du Congrès.

Au moment de l'ajournement de la Chambre, la question était encore indécise.

Le Sénat s'est occupé aujourd'hui jusqu'à une heure très avancée, d'un amendement présenté par Mr. Wall, au bill portant une allocation partielle pour les années 1838 et 1839. Mr. Wall désirait insérer dans ce bill une disposition en faveur des veuves des officiers et des soldats de la révolution, qui ont reçu leurs certificats, d'après l'acte de juillet 1838. Cette proposition fut combattue par Mr. Benton, comme étant à contre temps et déplacée. Il soutint que le bill ne devait pas être embarrassé par l'introduction de choses étrangères. Que lorsque le bill des allocations générales serait présenté, il y serait pourvu à cette clause particulière. La discussion prit alors un caractère étendu et prolixe et tout le système des pensions du pays fut sondé dans toutes ses parties par MM. Benton et Calhoun.

Le Sénat s'est ajourné très tard sans en venir à aucune décision. Cependant, il est bon de dire que Mr. Crelender proposa d'amender l'amendement en décidant le rappel de l'acte après le 3 mars 1839.

Ce matin, une pétition d'une nature bien étrange a été présentée au Sénat. Ce n'est rien moins qu'une demande d'une récompense, on cas de succès, pour faire tomber une pluie suffisante sur des étendues de terres de quatre à cinq milles, ou même de dix à cent milles de superficie. Le pétitionnaire va même jusqu'à affirmer qu'il peut soulever les eaux de l'Ohio et du Mississipi à volonté. "Rien toucale rie ici."

R.

XIe. LETTRE.

Washington, 19 dec. 1838.

Ce matin, dans la Chambre des Représentans, Mr. Adams, membre d'un comité particulier, a fait un rapport sur la suppression du duel dans le district. Il présentait sans doute, d'après la violence des discussions et le ton décidément qui y règne, quelqu'action prompte de cette foi ou d'une autre de cette nature ne tardera pas à devenir nécessaire. Après quoi on reprit les affaires qui n'avaient pas été terminées la veille et notamment la pétition relative à la reconnaissance de Haïti et à l'opposition faite à la réception de cette pétition par Mr. Legarre, de la Caroline du Sud. Mr. Harrison demanda la question préalable, mais la Chambre n'ayant pas soutenu cette proposition, la pétition fut reçue et renvoyée au comité des relations étrangères. Mr. Sherrod Williams fit l'observation que, lorsqu'on fera le rapport sur ce sujet, il s'en suivra une discussion qui, selon toutes les probabilités occupera tout le temps de la session entière, et il demanda que les règles fussent amendées, de manière à empêcher toute discussion, mais ses vues ne furent pas adoptées.

Le Président a envoyé en réponse à l'invitation de la Chambre relativement aux événemens de Harrisburg, Dans ce document, qui est assez volumineux, un *démenti formel* est donné à Ritner.

La Chambre en a ordonné l'impression et j'aurai soin de vous en envoyer un exemplaire.

Mr. Calhenling a fait la motion de renvoyer à un comité particulier le message spécial relatif au déficit du collecteur de New York, mais Mr. Wise propose de le renvoyer au comité général sur l'état de l'Union, et la journée tout entière a été employée à soutenir cette proposition, sans que l'on ait eu venir à une conclusion.

Le Sénat a adopté plusieurs bills d'une nature privée. Aucun cependant n'offrait assez d'intérêt pour en justifier l'insertion dans vos colonnes.

Mr. Tipton a présenté un bill pour l'établissement d'un territoire indien, à l'ouest du Missouri et de l'Arkansas.

Mr. Buchanan a présenté une résolution pour que le comité des affaires maritimes fit un rapport sur la nécessité de construire un ou plusieurs navires à vapeur, qui devront être employés au service de la marine, et Mr. Benton en a présenté une autre à l'effet de s'enquérir de l'utilité d'envoyer un ministre résident à Constantinople. Si cette mesure est adoptée, la place est destinée au brave commodore Porter, dont les concitoyens reconnaissans se rappellent les services pendant la dernière guerre.

Le calme est heureusement rétabli à Harrisburg, trois membres whigs s'étant joints aux démocrates, on pourra maintenant s'occuper des affaires—La démocratie aura la majorité.

Après 36 sessions, Mr. White, le représentant de l'Etat d'Indiana, a été élu membre du Sénat à la majorité d'UNE voix.

Le vice-président est arrivé ici hier, plein de santé et de bonnes dispositions, et a pris place au fauteuil. Mr. Morrow, de votre Etat, est arrivé à son poste aujourd'hui et a été fort bien accueilli par ses amis, les sénateurs. R.

XIIe. LETTRE.

Washington, 20 décembre 1838.

Ce matin, dans la Chambre, M. Adams, qui paraît avoir embrassé l'*abolitionisme* de tout son cœur, de toute son âme, de toute sa force, et que nous pouvons, par emphase, appeler le O'Connel de l'Amérique, a présenté une autre pétition de divers citoyens de New-Hampshire qui demandent l'abolition de l'esclavage dans le district de Colombie, et à être entendus en personne ou par leurs conseils à la barre de la chambre. Que penser d'une telle audace! d'une pareille infraction à nos droits!! Dans cette occasion l'Orateur répondit très pertinemment à M. Adams qu'en vertu de la résolution de M. *Atherton*, la pétition doit être reçue et déposée sur le bureau. M. Adams en appella de la décision de l'orateur, et déclara que si on la mettait à exécution, ce serait la loi du bâillon la plus efficace que l'on eût jamais tenté d'employer dans aucun pays.

La Chambre étant allée aux voix sur l'appel, il en est résulté pour M. Adams le partage écrasant de 190 votes contre 8.

Non contents de cette expression de sentimens publics de la part des représentans du peuple, M. Adams présenta ensuite après un autre mémoire sollicitant la reconnaissance d'Haïti, qu'il fit précéder d'une résolution qui le renvoyait au comité des relations étrangères, avec ordre de faire son rapport à ce sujet.

Conformément aux règlemens, cette proposition a été renvoyée au lendemain. Il me semble que ces fanatiques dévergondés ont pris à tache la dissolution de l'Union! projet criminel que tout bon patriote doit détester et que tout citoyen honnête doit déplorer.

Dans le Sénat, Mr. Nicholas a présenté des bills pour venir au secours de Charles Morgan et de Jean Baptiste Granger, citoyens de votre Etat.

M. Smith, d'Indiana, a présenté une résolution relative aux bateaux à vapeur poussés avec une vitesse plus qu'ordinaire, et déclarant que c'est un délit de première classe, soit qu'il en résulte ou non une explosion. Cette mesure me paraît à la fois utile et salutaire.

Les résolutions de M. Rice ont été mises à l'ordre du jour et discutées jusqu'à une heure assez avancée, et ce membre a étonné les amis de l'administration par ses accusations en masse. Il a essayé de démontrer une liaison entre le gouvernement et la banque des Etats-Unis! Quelle allégation ridicule!

M. Wright lui a répondu, comme de coutume, d'un ton à la fois calme et plein de dignité; il a réfuté toutes les charges, et justifié le Président et le Secrétaire du trésor de toutes ces accusations sans fondement.

M. Benton, de son côté, a présenté une résolution par laquelle le Président est invité à faire soumettre au Sénat toutes les instructions qui peuvent avoir été données par les chefs des divers départemens relativement à l'espèce de fonds qui doivent avoir été payés sur les comptes publics, depuis le 14 avril 1814, époque à laquelle le Congrès défendit par une loi d'*affirmation* paiement des comptes publics aucune espèce de billets, excepté ceux de la nature décrite. R.

PENNSYLVANIE.

Nous avons été induits en erreur, en annonçant, dans notre dernier numéro, que les troupes avaient été retirées de Harrisburg. Les volontaires de Philadelphie ont seuls quitté cette ville, mais il y restait encore d'autres troupes des comtés de Cumberland, York et Lancaster, à la date des dernières nouvelles.

Le Sénat a décidé que MM. Clay et Bell, candidats fédéralistes du huitième district sénatorial, dont l'élection avait été contestée, prendraient leurs places, et ils ont en conséquence prêté serment.

Un comité du Sénat a déclaré dans son rapport que le Sénat doit reconnaître la chambre des Représentans, organisée par la minorité fédérale, quoiqu'elle ne contienne pas même un *quorum* de membres. Le Sénat n'a encore rien décidé à cet égard.

Nos lecteurs se souviendront sans doute que les membres de la chambre des Représentans ont été organisés en deux corps distincts. Les membres du parti fédéral, au nombre de cinquante deux, et les démocrates, au nombre de cinquante six. Le total constitutionnel des membres est de cent. Le surplus provient des huit Fédéralistes qui ont été rejetés par le comité de Philadelphie, et qui ont pris place dans la chambre. De cette manière, chacune de ces deux chambres s'est fait un *quorum*. Mais il est survenu quelque chose qui est au parti fédéral jusqu'à l'ombre d'une organisation. MM. Bethune et Stanbury ainsi, du comté de Luzerne, et M. Mouvillet, de l'Union, se sont détachés de la chambre fédérale, et se sont joints à la chambre régulièrement organisée et évidemment légale des démocrates. Ils enlèvent par là au parti fédéral toute excuse d'une résistance prolongée aux lois. En entrant dans la chambre, M. Butler exposa les raisons qui l'avaient engagé, lui et ses deux collègues, à se séparer de leurs associés, et son explication était couchée en termes qui prouvent tout le prix qu'il attache à la paix du pays, et qu'il la préfère aux prétendus intérêts de son parti. Il dit que d'après tous les renseignemens que ceux avec qui il agissait de concert avaient pu se procurer, ils avaient lieu de se croire en droit; mais qu'un examen subséquent du sujet l'avait convaincu que, si tous les points de la cause avaient été bien connus, et si on avait eu le temps de la réflexion, le résultat aurait été tout différent et qu'on serait parvenu à organiser la chambre de manière à détourner les maux qui menacent aujourd'hui l'Etat. Il pense qu'ils se doivent à eux-mêmes et à l'Etat d'adopter la part que lui et ses collègues, de concert avec le membre de l'Union, avaient pris, et de sacrifier sur l'autel du bien public tout orgueil d'opinion et toute espèce d'esprit de parti.

Le bruit courait, il y a quelque temps à Harrisburg, que le président des Etats-Unis avait refusé d'une manière péremptoire d'accéder à la requête du gouverneur Ritner, qui lui demandait des secours pour appaiser le tumulte de cette ville. La chambre des représentans des Etats-Unis avait adopté une résolution par laquelle le président est invité à déclarer si une pareille demande lui a été adressée par le gouverneur Ritner, et comment il y avait répondu. Le président, en réponse à cette communication, déclare qu'aucune demande de secours ne lui est parvenue.

Dans la conversation familière, la chambre fédérale de Harrisburg est appelée le *Rump Parliament*, nom qui lui convient parfaitement, car elle ressemble fortement au *Rump Parliament de Cromwell*; et le trait le plus frappant de la ressemblance, c'est qu'elle n'est créée elle même, et que son organisation n'a pas même l'ombre d'une sanction constitutionnelle. Tous ses actes, toutes ses résolutions sont nuls par le fait même. Elle siége dans la salle de la Cour suprême, à huis-clos, et ne se compose généralement que de 44 membres, ce qui ne constitue pas un *quorum*.

La loi exige que le président du Sénat donne lecture des retours de l'élection contre et pour la nouvelle constitution, en présence du Sénat et de la Chambre des Représentans. Comme il ne reconnait que la Chambre fédérale, ces retours ont été lus en présence de ce corps et du Sénat. Il en résulte la question de savoir si la nouvelle constitution sera obligatoire pour le peuple, par suite de la marche irrégulière et illégale suivie par cet officier. On n'a donné lecture que des retours de la minorité dans plusieurs districts, et ainsi la majorité en faveur de la constitution a été beaucoup plus faible qu'elle n'aurait dû l'être. Les meneurs fédéralistes de la Pennsylvanie paraissent être déterminés à tenter tout ce qui peut jeter la confusion dans l'Etat.

P. S. Depuis que nous avons écrit ce qu'on vient de lire, nous avons reçu la malle d'hier.

Le Sénat traîne autant que possible les affaires en longueur, afin de donner le temps, comme le pensent certaines personnes, *aux deux chambres des représentans*, de mettre fin à leurs différends.

Le comité des élections est sur le point de se rendre à Philadelphie, pour décider de la légalité des retours, en vertu desquels MM. Wagner et Hanna, candidats fédéralistes du comté, ont osé prendre séance. Rien ne prouve plus clairement l'opiniâtreté réfléchie de ce comité, que la démarche qu'il a faite. Personne ne s'est avisé d'avancer que les candidats démocrates n'étaient pas bien et dument élus. De toutes manières leur majorité n'est pas moindre que 500, quand même on rejetterait les votes du district des Northern liberties. La seule question, c'est de savoir si les retours de six districts, sur dix-sept, doivent être admis par le Sénat, à l'exclusion des autres.

CANADA.

Les journaux de Détroit du 5 du 6 et du 7 de ce mois annoncent la déconfiture complète des patriotes. Les Anglais ont perdu à l'attaque des casernes, 18 hommes tués et plusieurs blessés. Les patriotes n'ont perdu qu'un officier et ont eu trois blessés. Les bateaux à vapeur des Etats-Unis l'*Erie*, l'*Illinois*, et le *Macomb* ont croisé dans le fleuve dans la nuit de jeudi et ont empêché les renforts de traverser. Les patriotes, après avoir quitté Windsor furent poursuivis par les troupes de Malden. A leur approche, ils se divisèrent; une partie se retira dans les bois et le reste dans une île sur le fleuve. L'*Erie* en a arrêté 10 ou 12 au moment où ils traversaient dans l'île. Quelques uns d'entr'eux ont été traduits devant le juge Wilkins, examinés et mis en jugement. Une trentaine ou une cinquantaine parvinrent à s'échapper sur le bord américain.

L'Advertiser nature que plusieurs patriotes tués mardi à Windsor, furent laissés sans sépulture jusqu'à hier, en proie aux corbeaux et aux chiens. Nous avons peine à croire cet acte de vandalisme.

On assure que le colonel Prince du fusilier de sang froid deux patriotes, après l'escarmouche de mardi; et que plusieurs autres eussent éprouvé le même sort, si le commandant de Malden ne l'avait arrêté dans sa carrière inhumaine.

Toutes les forces patriotes, s'élevant à 950 hommes ont été dispersées et mises en déroute par soixante et dix hommes de la milice et six soldats réguliers.

Le Dr. Theller a été arrêté, et interrogé par le juge Wilkins.

Le Hérald de Montréal du 13, dit que le bruit public en villes est que par suite de quelque balourdise ou peut-être quelque chose de pire de la part des officiers de loi de Sa Majesté, l'ordonnance qui institue la cour martiale est illégale et que par conséquent les traîtres de l'apperont encore cette fois à l'action des lois.

Les soldats des Coldstream Guards" qui étaient de faction lors de l'évasion de Theller et Dodge ont été traduits devant une cour martiale.

Ainsi pour la troisième fois, se termine la prise d'armes insensée des patriotes canadiens. Ces aventuriers sont tous ou pris, ou fusillés ou dispersés, ils n'ont reçu ni aide, ni renforts du côté du Canada et les terribles batailles qui devaient se livrer se sont réduites à une ou deux escarmouches.

Les troupes américaines, sous le commandement du général Brady ont fait deux ou trois saisies d'armes et poussé tout en tout ronfort de traverser.

ENCORE DES MEURTRES DE LA PART DES INDIENS.

L'*Augusta Chronicle* porte ce qui suit:—Une lettre du maître de poste de Waynesborough, Ga., en date du 30 novembre, contient ce qui suit relativement aux dévastations récentes des Indiens Okefinoke, dans cette partie de l'Etat.

"Jeudi soir, 15 novembre, les Indiens ont brulé jusques dans leurs fondemens, toutes les maisons et une grande portion de la barrière sur l'habitation de Lawrence Smith, ainsi que sa récolte de maïs; ils ont détruit sa vigne et l'ont coupée en morceaux. On estime les dommages à quinze cents piastres et plus.

"Vendredi passé, 23 Novembre, quatre individus du comté de Lecombe, se rendaient à Tradeshill, lorsqu'ils furent attaqués, près de l'habitation de M. Isham Stephen par un parti de 20 ou 30 Indiens qui s'étaient cachés derrière la haie de la route. L'un d'eux, jeune homme nommé Hurst et son cheval furent tués sur le coup. Les trois autres parvinrent à s'échapper et à atteindre le fort Mudge, deux d'entr'eux ont été blessés et l'un a même été blessé à mort; c'est M. Boyd Hall qui est mort depuis. Les Indiens qui n'ont pas été tués sont rentrés chez eux le 26. (date de la lettre.)

Jeudi passé, dit le Tallahassée Floridian, trois fourgons furent attaqués par une troupe d'Indiens, sur la route de Magnolia, à environ huit milles du camp Wascissa. Les Indiens pouvaient être au nombre de quinze ou vingt; ils pillèrent les fourgons et enlevèrent les provisions et quelques hardes, sans faire d'autre mal. Ils demandèrent aux nègres qui conduisaient les fourgons de la poudre et du plomb, mais heureusement il n'y en avait pas dans les fourgons. Le capitaine Hoffman, avec quelques hommes du troupes du campde Wascissa, a un certain nombre de volontaires, se mit à leur poursuite mais ne purent les rencontrer.

NOUVELLES PLUS RECENTES D'EUROPE.

Par l'arrivée du navire *Havre*, capitaine McKown, parti de Plymouth le 11 novembre au soir, nous recevons des dates de Londres du 10, et de Paris du 8 du même mois.

Les nouvelles reçues par cette voie n'offrent pas un grand intérêt quant à la politique. La presse anglaise censurait néanmoins le cabinet du 11 avril, au sujet d'une ordonnance du ministère de l'instruction publique en vertu de laquelle les collèges du royaume devaient être désormais assujettis à l'examen et au contrôle des évêques et autres grands dignitaires de l'église. Les publicistes de la Grande Bretagne, voyaient dans cette censure une déviation de la ligne de conduite tracée par la révolution de juillet, et une sorte d'oubli de tous les engagemens contractés par la dynastie actuelle envers le peuple français au sujet de la liberté des cultes, et du système de libéralisme qui devait servir de base à la monarchie citoyenne.

La cherté des vivres se faisait vivement sentir dans la Grande Bretagne et l'on attendait avec une vive anxiété, la réunion du parlement et une loi spéciale qui soulagerait la misère du peuple en diminuant le prix des grains.

Le couple vent qui a eu lieu dans les derniers jours d'octobre et le commencement de novembre, a occasionné un grand nombre de naufrages, surtout parmi les caboteurs de la Grande Bretagne, les bateaux pêcheurs et pilotes de la côte. On jour on jour, on recevait de nouveaux détails de sinistres qui avaient eu lieu, et le nombre en était si considérable, que la plus grande consternation régnait à Plymouth et dans tous les ports maritimes de l'Angleterre. La tempête se développa dans toute sa force, vers le 8 novembre, et cette journée fut surtout remarquable par un événement désastreux qui eut lieu sur la rade de Plymouth. Des travailleurs, au nombre d'une vingtaine, occupés à la jetée que l'on achève à l'entrée du port, venaient dans un canot chercher le montant de leur salaire de la semaine. Le vent qui soufflait avec violence, chavira l'embarcation, et tous ces malheureux furent ensevelis dans les flots, sans que personne pût ou osât leur porter le moindre secours. La plupart de ces infortunes laissaient une nombreuse famille dans le dénûment le plus complet.

Il n'y avait rien de changé dans les affaires d'Espagne.

Le marché aux cotons était toujours très actif à Liverpool, cependant on remarquait une baisse légère dans les prix, circonstance qui provenait plutôt de la surabondance de cette denrée que de toute autre cause commerciale.

Le paquebot la *Ville de Lyon*, parti du Havre le 8 novembre est arrivé à New-York, le 16 de ce mois. Nous publions dans notre numéro de ce jour, tout ce qui nous a paru devoir offrir le plus d'intérêt à nos lecteurs.

PARIS, 7 Novembre

Nous apprenons, d'après les renseignemens les plus positifs et les plus officiels, que la conférence de Londres s'est prononcée sur la question des 24 articles. Le Luxembourg doit être restitué à la Hollande. La diminution de la dette, au profit de la Belgique, est insignifiante. Le ministère français donne son entier assentiment à l'exécution des 24 articles. "Il n'est pas sûr, nous dit notre correspondant, que la Belgique réalise ce qu'elle croit; quoiqu'elle en ait assurément les moyens, surtout si l'on considère la position que prennent chaînanes. Le parti catholique et le parti démocratique sont parfaitement d'accord pour résister, mais le parti de la banque craint une perturbation financière et demande à céder. On attend avec impatience ce que feront les chambres belges—*Journal général.*

Le Journal des Débats qui occupe une minterie position gouvernementale et qui s'est fait connaître dans le Bas-Rhin, nous écrit que, dans ce pays, la question politique est en ce moment de la plus haute gravité. Le plus grande exaspération contre la Prusse règne parmi les habitans, et on redoute d'imminentes complications—*Ib.*

De l'envoi d'une Flotte Anglaise au Mexique.

—Nous avons maintenant le secret des emportemens de la presse anglaise contre la France. On voulait sans doute nous préparer à la démonstration, certes assez imprévue, que lord Palmerton vient d'annoncer au parlement anglais. Liverpool. La flotte qui croisait dans les eaux du St. Laurent reçoit ordre de se porter sur les côtes du Mexique, il sagit, dit-on, de protéger les intérêts anglais. De quelle nature sera cette protection, et comment une expédition entreprise pour venger l'honneur de la France peut-elle compromettre les intérêts de l'Angleterre, notre allié? C'est ce que nous verrons à apprendre par la presse anglaise n'a pas fait connaître les instructions données à l'amiral Paget.

L'envoi d'une flotte anglaise dans le golfe du Mexique est un incident nouveau dans une querelle qui n'a déjà que trop de complications; c'est un acte que nous ne devions pas à notre bienveillance. Les naissaux de l'amiral Paget ne retiennent pas sans doute moins rigoureux de blocus; après que la médiation de l'Angleterre a été refusée, on ne va pas apparemment nous offrir sa coopération, et il n'appartient à personne de nous l'imposer. Un acte d'hostilité est impossible: l'Angleterre, même sa mauvaise humeur, n'est pas en mesure de rompre avec la France, elle ne le peut pas, elle ne le veut pas. Mais, par des dispositions qui, avaient été prises, on peut en ce moment affirmer, sans grande crainte de se tromper, que la destination de ces trois vaisseaux était Anconne, puisqu'on allait embarquer les troupes pour Ancône. Ainsi, il allait par nous punir de représailles, mais bien en prouver pour transporter en France. Aucun règlement n'avait reçu des ordres d'embarquement; et, entre lorsqu'il s'agit d'envoyer des troupes hors de France, il est impossible de ne pas s'y prendre à l'avance et de ne pas faire que le secret indispensable de toutes parts. Ainsi, c'est évidemment à Londres que notre flotte va aller chercher ses instructions et c'est de là que l'amiral Paget va recevoir ses ordres. Ce sera donc à Londres que nous saurons si nous devons nous attendre à voir nos vaisseaux de guerre, comme nous l'avons vu en Portugal, se transformer en transports—*Journal des Débats du 29 Sept. 1838.*

ESPAGNE

MADRID, 27 octobre.—On annonce que Mérino est parvenu à passer l'Ebre avec 3 bataillons. Il gardait qu'une brigade de l'armée qui l'observait a été envoyée contre lui. Le reste des troupes surveille les mouvemens de Balmaceda, qui a, dit-on, l'intention de faire une semblable incursion. (*Correo National.*)

—Diverses lettres de Briviesca, en date du 24 courant, annoncent que le fameux curé Merino, qui avait commandé l'armée de Briviesca a reçu cette nouvelle du général Puig Samper, qui avait pris position à Cubo, d'où il pourra aisément se porter contre Frenneda. On ne sait positivement qui commande l'expédition, les uns disent que c'est Balmaseda, et d'autres que c'est Alderso. (*Castillano.*)

—Un détachement Cabrera a fait fusiller trente jeunes barbare 80 cavaliers qui avaient fait un grand ravage dans ses bataillons pendant une charge. Si cette exécution est vraie, continuerons-nous, comme nous l'avons fait jusqu'ici, à traiter avec douceur ces fâcheux carlistes? Rufo, blessé grièvement pendant l'action, a été transporté à Bilbao. Le général Espartero, dit-on, a coup qui l'a renversé a été tiré par le général Pardinas. La nuit de Cabanero se confirme. La perte des carlistes à Morella, a été de 1400 hommes. On a élevé deux arcs de triomphe à la porte de St. Mathieu et sur la place del Estudio, pour l'entrée du général Cabrera, auquel on prépare de grandes fêtes. On assure qu'il a reçu dans l'action quelque grave, et l'empêche d'assister à ces fêtes. Le curé Ferraquet est mort à l'hopital de Morella. Le clergé ecclésiastique avait été fait prisonnier dans le fort de Benicarlo

—De Le Guyenne.—Après l'action, le féroce Cabrera ordonna que tous les prisonniers désarmés devaient être conduits de Pardinas, après cette opération, Cabrera fit fusiller sur-le-champ les gendarmes et soldats de corps français qui avaient été faits prisonniers. On n'a fait grâce à pas un soldat de cavalerie, qui tous ont été égorgés.

(*Correspond. de l'Eco del Comercio*, du 27

—De Catalogne.—Le général Espartero le 23 et le 24 octobre. La populace, exaspérée par le massacre des prisonniers que Cabrera avait faits à Morella, s'est soulevée en demandant à grands cris l'exécution des prisonniers carlistes, détenus dans les cachots de la ville. Le capitaine-général de la province, Mendez Vigo, cédant à l'état d'effervescence de la guerre lors de la reconnoissance de Granja au mois d'août 1836, essaya de calmer l'effervescence populaire et parcourut à cet effet plusieurs quartiers de Valence. Ses efforts n'avaient pas été inutiles, et déjà quelques rassemblemens semblaient s'être dissipés; mais sur un autre point de la ville il éprouva quelque résistance et ne trouva réussir qu'à force d'énergie. Après s'être mutuellement fait de nombreux prisonniers, les factieux contraignirent les autorités de la ville, à ordonner l'exécution de treize prisonniers carlistes, et le lendemain vingt autres de ces infortunés perdirent encore la vie." Voici les détails que contient sur ces événemens la correspondance ordinaire de Madrid, en date du 27 octobre:

"Le gouvernement a reçu aujourd'hui les plus tristes nouvelles de Valence. L'irritation produite dans cette ville par la nouvelle du massacre des prisonniers de Morella, a été cause d'un affreux malheur. Le capitaine-général de la province, D. Francisco Mendez Vigo, a perdu la vie victime de son humanité. Il s'était répandu en ville que les prisonniers de Cabrera avaient été massacrés, la populace s'est ameutée, précipitant des cris de mort et réclamant avec les plus horribles vociférations des représailles sur les malheureux prisonniers carlistes enfermés dans les cachots de la ville. Le général, qui en espérait empêcher qu'on exposer à cette sanglante exécution; il résista avec fermeté à la volonté du peuple, pensant avec raison que l'effusion du sang ne pourrait être le signal de nouveaux et de plus grands désordres. Mendez Vigo parcourut dans les divers quartiers de Valence, exhortant les perturbateurs à rentrer dans leurs foyers, et témoignant que justice serait faite, mais d'une manière légale. Déjà quelques groupes s'étaient dispersés à la voix du général, et l'on espérait que le calme allait se rétablir, lorsque arrivé en face d'un rassemblement composé d'hommes couverts de ces larges vêtemens de laine appelés dans le pays *mantas* le général fut atteint de plusieurs coups de feu, dont il est mort peu d'instans après. Le meurtrier, qui n'avait point pour excuse une nécessité impérieuse, pourra bientôt être éprouver les plus grave châtiment.

"Lord Palmerston après avoir prêté une attention soutenue à toutes les observations de la députation, lui a donné l'assurance formelle que le gouvernement ne négligerait aucun moyen pour obtenir la réparation des injures commises par le Mexique."

—On nous écrit de Toulon:

"Une dépêche télégraphique dit de disposer en toute hâte le brick le *Cerf* pour une mission particulière. On avait conçu du plus profond mystère la mission des trois bâtimens. Le brick le *Cerf*, qui sort de notre rade, emporte aujourd'hui sur rade, attendant des ordres de départ... Mais, par les dispositions qui, avaient été prises, on peut en ce moment affirmer, sans grande crainte de se tromper, que la destination de ces trois bâtimens était Ancône, puisqu'on allait embarquer les troupes pour Ancône. Ainsi, pour nous punir de représailles, on allait nous prêter des transports pour transporter des troupes, mais bien en propre pour transporter en France. Aucun règlement n'avait reçu des ordres d'embarquement; et, entre lorsqu'il s'agit d'envoyer des troupes hors de France, il est impossible de ne pas s'y prendre à l'avance et de ne pas faire que le secret indispensable de toutes parts. Ainsi, c'est évidemment à Londres que notre flotte va aller chercher ses instructions et c'est de là que l'amiral Paget va recevoir ses ordres. Ce sera donc à Londres que nous saurons si nous devons nous attendre à voir nos vaisseaux de guerre, comme nous l'avons vu en Portugal, se transformer en transports—*Journal des Débats du 29 Sept. 1838.*

—Diverses lettres de Briviesca, en date du 24 courant, annoncent que le fameux curé Merino, qui avait commandé l'armée de Briviesca a reçu cette nouvelle du général Puig Samper, qui avait pris position à Cubo, d'où il pourra aisément se porter contre Frenneda. On ne sait positivement qui commande l'expédition, les uns disent que c'est Balmaseda, et d'autres que c'est Alderso. (*Castillano.*)

—De Le Guyenne.—Après l'action, le féroce Cabrera a fait fusiller trente jeunes barbare 80 cavaliers qui avaient fait un grand ravage dans ses bataillons pendant une charge. Si cette exécution est vraie, continuerons-nous, comme nous